

October 21, 2022

Union Tables Comprehensive Overseas Staff Proposals

Transparency and fairness needed for overseas staff.

On Friday October 21st our Bargaining Team met with IDRC to continue negotiations for a new collective agreement.

The day was spent discussing terms and conditions of employment for Overseas Staff.

When we reached agreement in the previous round of negotiations, we were successful in securing a number of new rights and protections for union members working in Regional Offices. However, over the life of our current contract a number of issues have arisen that need addressing in this round of negotiations.

In talks on Friday our Team spent time discussing proposals that we have made concerning the need for transparency with respect to how certain economic benefits are accorded to Overseas staff – including rental and education allowances. We have also proposed to ensure fairness and limit management discretion around application of benefits. Our position is that the Overseas Premium and Salary Equalization Factor payments must be posted as part of our negotiated wage rates for Overseas Staff so that any changes are visible to all union members.

We also made proposals in negotiations that would greatly enhance employee access to education and other related allowances in Regional Offices.

We discussed our proposal to provide for union members being offered opportunities to work in assignments in Regional Offices other than their home region or office, and that such opportunities be a subject of consultation with our union. Lastly, we spoke to our proposals concerning authorship as there have been examples of managers taking credit for work authored by our members.

While our Team made proposals in June concerning wages, annual increases and bilingual bonus, the Centre still has not responded to our economic proposals.

We are in the process of setting additional negotiations dates. To find out more speak with a member of our Bargaining Team: Sean Burns, Madiha Ahmed and Mano Buckshi.



Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada

Le syndicat dépose des propositions globales sur le personnel à l'étranger

Transparence et équité sont nécessaires pour le personnel à l'étranger.

Le vendredi 21 octobre, notre équipe de négociation a rencontré le CRDI afin de poursuivre les négociations d'une nouvelle convention collective.

La journée a été consacrée à la discussion des termes et conditions d'emploi pour le personnel à l'étranger.

Lorsque nous avons conclu un accord lors du cycle de négociations précédent, nous avons réussi à obtenir un certain nombre de nouveaux droits et de nouvelles protections pour les membres du syndicat travaillant dans les bureaux régionaux. Cependant, au cours de la durée de notre contrat actuel, un certain nombre de questions ont été soulevées et doivent être abordées lors de la présente ronde de négociations.

Lors des discussions de vendredi, notre équipe a discuté des propositions que nous avons faites concernant le besoin de transparence quant à la manière dont certains avantages économiques sont accordés au personnel à l'étranger, y compris les allocations de loyer et d'éducation. Nous avons également proposé de garantir l'équité et de limiter le pouvoir discrétionnaire de la direction concernant l'application des avantages. Notre position est que les paiements de la prime d'outre-mer et du facteur de péréquation salariale doivent être affichés dans le cadre de nos taux salariaux négociés pour le personnel à l'étranger, afin que tout changement soit visible pour tous les membres du syndicat.

Nous avons également fait des propositions au cours des négociations qui amélioreraient considérablement l'accès des employés à l'éducation et à d'autres allocations connexes dans les bureaux régionaux.

Nous avons discuté de notre proposition visant à offrir aux membres du syndicat des possibilités d'affectation dans des bureaux régionaux autres que leur région ou bureau d'origine, et à faire en sorte que ces possibilités fassent l'objet de consultations avec notre syndicat. Enfin, nous avons parlé de nos propositions concernant la propriété intellectuelle, car il y a eu des exemples de gestionnaires s'attribuant le mérite de travaux réalisés par nos membres.

Alors que notre équipe a fait des propositions en juin concernant les salaires, les augmentations annuelles et la prime au bilinguisme, le Centre n'a toujours pas répondu à nos propositions économiques.

Nous sommes en train de fixer des dates de négociations supplémentaires. Pour en savoir plus, adressez-vous à un membre de notre équipe de négociation : Sean Burns, Madiha Ahmed et Mano Buckshi.

